

COLLOQUE INTERNATIONAL DE LIBREVILLE

« Regards croisés sur le développement en Afrique »

11^e édition

Libreville, 26, 27 et 28 mars 2025



Sous la présidence
du Professeur Marie Thérèse UM-NGOUEM



THEME 2025

« Transition et durabilité : enjeux, défis et perspectives »

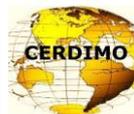
Professeurs associés :

Etienne Bienvenu AKONO, Françoise M. IKAPI, Jean-Paul MAMBOUNDOU, Bachir MAZOUZ, Math MAZRA, Sabine Patricia MOUNGOU MBENDA, Jean MOUSSAVOU, Emmanuel MOUSSONE, Alexis NGANTCHOU, Joanna Grace OMBOUA Ep. ONDO ONDO, Gwenaëlle OROUEZABALA, Jean-Michel PLANE, Catherine PEYROUX, Bertrand SOGBOSSI BOCCO, Marie Thérèse UM NGOUEM, Gabriel ZOMO YEBE

Organisé par



avec le soutien scientifique de



Communication, Ressources Humaines, Intervention Sociale - EA 7400



Le 11^e Colloque International de Libreville,
« Regards croisés sur le développement en Afrique »,
Se tiendra du 26 au 28 mars 2025 sur le thème
« Transition et durabilité : enjeux, défis et perspectives »

Au centre des débats actuels, la question de la durabilité de nos systèmes de production, en perpétuelle évolution avec des conséquences multiformes, occupe une place importante, tant dans les pays du Sud que dans ceux du Nord.

Les cas de BHOPAL (Inde) et OPPAU (Allemagne), de TOULOUSE (France) et TIANJIN (Chine), de DSCHANG (Cameroun) et ENGA (Papouasie-Nouvelle-Guinée), de BORDEZAC (France) et YELLOWKNIFE (Canada), de VALENCE (Espagne) et MAYO-KEBBI (Tchad), de DAKAR (Sénégal) et JAKARTA (Indonésie), de KIEV (Ukraine) et OUAGADOUGOU (Burkina-Faso) ont subi respectivement des explosions d'usines chimiques, des éboulements, des feux de forêt, des pluies diluviennes, des montées des eaux (océans), des tensions sécuritaires...

De manière générale, le sentiment d'instabilité grandissant force les acteurs publics et privés à s'interroger sur la manière d'aborder la croissance économique en considérant les mutations technologiques, environnementales et institutionnelles.

De ce qui précède, la succession des différentes rencontres internationales des décideurs publics et privés, devisant autour des changements observés sur les plans du climat, de la biodiversité, de l'énergie et de la technologie confirme l'effectivité de la dégradation des écosystèmes et la raréfaction des ressources naturelles, poussant ainsi les organisations à s'inscrire dans un processus de transition.

Ces dernières années le concept de transition, sous toutes ses formes, apparaît comme la solution aux économies en résilience face aux crises écologique, sociotechnique et politique (Girard, et Landel, 2023). Il est vu par Bourg et Papaux (2015) comme une mutation progressive des pratiques et comportements. Ces acteurs le qualifient de « *processus de transformation au cours duquel un système passe d'un régime d'équilibre à un autre* ».

I. Contexte et problématique

Entre Pays en quête de développement, émergents, développés, la question de la transition divise. Les pays industrialisés s'enferment dans le maintien de leur niveau de prospérité, les pays émergents désirent accroître leur développement et les pays en quête de développement souhaitent réduire la pauvreté en exploitant leurs ressources naturelles. De ce qui transparait, la croissance s'exprime de manière mitigée au sein des organisations publiques et privées. Ces dernières surfent, de manière ambivalente, entre environnement et développement.

Toutes ces ambiguïtés et contradictions, à partir des travaux développés par une littérature pluridisciplinaire (*Sociologie, Economie, Socio-économie, Economie du développement, Anthropologie, Management public, Géographie, Biologie, Biochimie, Chimie organique, Informatique, Psychologie, Philosophie, Sciences politiques, de l'éducation et de gestion*), ouvrent des voies qui indiquent que même si une incertitude plane sur la nature des options de croissance durable...des perspectives plurielles existent. En effet, le dépassement de l'état actuel vers un autre stade de développement, concerne plusieurs domaines et

implique de nombreux acteurs, dans une transition globale, visant une durabilité autour du quadriptyque Economie-Environnement-Société- Culture.

L'économique, dans sa perspective de durabilité, place la performance au cœur de l'action marchande avec comme enjeu principal, la répartition équitable des richesses. Pour y parvenir l'action économique doit relever des défis tels que la gestion et l'optimisation des ressources, le recyclage et la limitation des déchets...

L'environnement, au contact des activités humaines, doit voir son altération limitée. L'engagement des acteurs consiste alors à préserver les ressources naturelles sur la durée en évitant la surexploitation, en réduisant les nuisances, la défiguration des centres urbains, l'exploitation des énergies fossiles, le déboisement, la désertification.

Le social, dans sa trajectoire, vise un développement de la cohésion sociale garanti par la réduction de la pauvreté et des inégalités, le partage équitable des revenus et des services, la répartition proportionnelle de la richesse en fonction de l'apport de chacun. A cela il faut ajouter la dimension sociétale qui met en exergue les rapports de l'entreprise avec la société civile (élus, réseaux sociaux, groupement scientifique, organismes non gouvernementaux, communautés locales, actionnaires, financiers, fournisseurs, sous-traitants, consommateurs, clients).

La culture, dans sa pluralité, est considérée comme un quatrième élément composant le développement durable. Elle convoque la préservation des libertés et des droits culturels, de savoirs. Il n'est plus possible de concevoir un développement durable qui ne respecterait pas le débat citoyen contradictoire, les libertés d'opinion politique.

Dans une approche intégrative de ces piliers, les réflexions y relatives permettent de montrer leur imbrication ; mais, force est de constater que les résultats ne se situent pas au niveau des attentes. L'exercice nécessaire de convergence est apparemment difficile à inscrire dans la durabilité d'un développement harmonieux.

Alors que l'hémisphère Nord est engagé dans une quête de réduction de l'incertitude ambiante, les pays en transition institutionnelle font face à des dynamiques géo-ethniques nourries par l'absence d'institutions formelles stables et fortes, et voient naître des forces à résilience violente. Ces particularismes créent des tensions sociales et renforcent l'incertitude, sur la base de leurs spécificités culturelles et organisationnelles et, d'autre part, constituent des freins au développement de politiques publiques fixant les trajectoires des transitions.

En Afrique, la thématique des transitions et leur prolongement qu'est le développement durable – d'une actualité pesante – se pose alors en termes de défi au moment où le rejet de l'ordre établi s'observe à travers le continent. Les tensions se développent, les revendications se multiplient dans des contextes où la non-transparence freine les politiques publiques de développement.

Malgré l'institutionnalisation du développement durable, des populations – à travers le monde – vivant dans la précarité sont privées de leur dignité. Catastrophes naturelles et sanitaires, explosion du nombre des conflits armés, terrorisme, braconnage, pêche illicite épuisement des ressources naturelles, changements climatiques sont autant de menaces qui se déclinent en défis à relever pour l'humanité.

Ces réalités, de nature à fragiliser les trajectoires de transition, suscitent des interrogations sur la dynamique des institutions face aux défis suivants :

- RSE ;
- Innovation ;
- Biodiversité ;
- Résilience ;
- Apathie des consommateurs ;
- Ethique de la production ;
- Gestion des chaînes de valeur ;
- Exportation des ressources naturelles ;
- Droit, droits et développement durable ;
- Droits et intérêts des peuples autochtones ;
- Gouvernance (privée, publique, hospitalière, universitaire...) ;
- Mobilisation des organisations non gouvernementales (ONG) ;
- Vocation à long terme du développement durable des entreprises ;
- Flexibilité programmatique de développement durable des entreprises.

Face à tous ces truismes, les institutions, les praticiens et les chercheurs – intéressés par le traitement de l'intimité mitigée transition/durabilité – s'emploient à ouvrir de nouvelles pistes de développement en Afrique en tentant de concilier les aspects économiques, sociaux, environnementaux, techniques, culturels, psychologiques, et de puiser des solutions dans les savoirs récents et ancestraux.

Le développement socio-économique et la question de l'environnement sont au cœur des réflexions existentielles dans l'hémisphère Sud. Endettés et soumis aux aléas des marchés, les pays africains sont plus tournés vers la recherche d'une croissance rapide et l'exploitation maximale de leurs ressources naturelles qu'orientés vers la protection de l'environnement.

Cette thématique de par sa pluridisciplinarité, son interdisciplinarité et sa transdisciplinarité, convoque tous les praticiens, chercheurs et institutionnels de plusieurs champs et de tous les bords partant de la sociologie, la psychologie, l'anthropologie, le management public, la géographie, l'économie, la philosophie, etc. En essayant de saisir les contradictions en termes de capacités organisationnelle et institutionnelle, et d'examiner les spécificités des espaces africains, les acteurs des différents champs vont tenter de répondre à la question centrale suivante : « **Transition et Durabilité : synchronie ou diachronie ?** »

Les regards croisés augurent de réponses riches et fécondantes. Aussi, les institutionnels et praticiens sont invités à partager les savoirs et expériences, avec les chercheurs, pour ouvrir des trajectoires permettant de concrétiser un développement durable.

Analyser les défis et mesurer les enjeux, c'est pénétrer les convergences possibles et prendre en compte les contraintes et paradoxes environnementaux.

La 11^e édition du Colloque International de Libreville (CIL2025) suggère une restitution cognitive des dynamiques de transformation organisationnelle nécessaires au développement durable. La rencontre des différents acteurs devrait permettre de croiser les politiques publiques, les savoirs locaux et les connaissances récentes et ancestrales en vue de décrire les spécificités et proposer les trajectoires possibles.

II. Thématiques

Les propositions de communication pourront emprunter plusieurs axes issus de la thématique générale. La liste ci-dessous n'est pas exhaustive :

1. Finance durable
2. Transition genre
3. Durabilité financière
4. Durabilité comptable
5. Ethique des affaires
6. Marketing vert et durabilité
7. Economie informelle
8. RSE et développement durable
9. Transitions urbaines et durabilité
10. Tourisme et développement durable
11. Universités et développement durable
12. Transformations agricoles et durabilité
13. Spiritualités et développement durable
14. Génération Z et développement durable
15. Microfinance et développement durable
16. Gestion durable des ressources humaines
17. Intelligence artificielle et pratiques comptables
18. Politiques publiques et développement durable
19. Actions anthropiques et développement durable
20. Intelligence artificielle et développement durable
21. Collectivités territoriales décentralisées et développement durable
22. Chimie organique, conservation et développement durable.

Ces différents thèmes sont regroupés en 4 principaux axes soulignés ci-dessous.

AXE 1- ECONOMIE, MANAGEMENT ET DURABILITE

1. Finance durable
2. Durabilité financière
3. Durabilité comptable
4. Microfinance et développement durable
5. Ethique des affaires
6. Economie informelle

AXE 2 - ENVIRONNEMENT, CULTURE, TRANSITION ET DURABILITE

7. RSE et développement durable
8. Marketing vert et durabilité
9. Transformations agricoles et durabilité
10. Tourisme et développement durable
11. Chimie organique, conservation et développement durable.
12. Intelligence artificielle et développement durable

AXE 3- SOCIETE, CULTURE, TRANSITION ET DURABILITE

13. Universités et développement durable
14. Gestion durable des ressources humaines
15. Spiritualités et développement durable
16. Intelligence artificielle et pratiques comptables
17. Génération Z et développement durable

AXE 4 - DROIT, SOCIETE, TRANSITION ET DURABILITE

18. Politiques publiques et développement durable
19. Transition genre
20. Actions anthropiques et développement durable
21. Collectivités territoriales décentralisées et développement durable
22. Transitions urbaines et durabilité

Les Thèmes et Axes cités ci-dessus ne sont pas exhaustifs. Tout projet de communication cadrant ou allant dans le sens de la transition et du développement durable sera le bienvenu.

III. Soumission des intentions de communication, format, calendrier

III.1 Propositions de Communication

Les propositions soumises doivent préciser la justification du sujet, la problématique générale, le positionnement théorique, les principales méthodes et les éventuels résultats ainsi que les principaux éléments bibliographiques.

Trois types de papiers peuvent être soumis :

- Résumé étendu (1500 mots)
- Papier court (3000 mots)
- Papier complet

III.2 Format des propositions de communication

Normes : Times New Roman, taille 12, simple interligne ; marges de 2,5 des quatre côtés.

Les titres et sous-titres doivent être en gras, sur une ligne séparée, en majuscules pour les titres de 1er niveau.

La page de titre doit apparaître sur une **page séparée du corps** du texte en indiquant **le titre, nom de l'auteur + 5 mots clés**. Faire figurer sur cette page : organisme ou université d'affiliation, adresse postale, téléphone, adresse électronique.

III.3 Valorisation

Sur la base des papiers soumis, le colloque vise à « croiser les regards » et permettre des échanges entre participants. Ces discussions permettraient d'améliorer les textes des communications et de les transformer en articles publiables en revue scientifique. Une **sélection des meilleurs articles** sera proposée aux **revues suivantes** :

☞ **VIE et SCIENCES de l'ENTREPRISE,**

☞ **REVUE CAMEROUNAISE de GESTION**

☞ **ICHEC-GESTION2000**

☞ **REVUE de GESTION des RESSOURCES HUMAINES.**

IV. Calendrier, Frise chronologique et Frais de participation

IV.1 Calendrier

- **06 Février 2025** : Date limite de soumission (résumé étendu, papier court, papier complet, à envoyer à l'adresse électronique larsigist@yahoo.fr)
- **15 Février 2025** : Réponse aux auteurs des évaluations par le comité scientifique
- **28 février 2025** : Date d'ouverture d'inscription
- **10 mars 2025** : Présentation du programme provisoire du colloque
- **15 mars 2025** : Date limite d'inscription
- **26, 27 et 28 mars 2025** : Colloque international de Libreville
- **31 mai 2025** : dépôt papier finalisé pour soumission à publication

IV.2 Frise chronologique

Période calendaire	Événement	Lieu
Du 6 janvier au 6 Février	Soumission intention de communication	Email
Du 8 janvier au 25 février	Délivrance de l'invitation sur requête du participant	Email
Du 10 au 15 février	Retour évaluations	Email
Du 15 au 27 février	Info-line (Conditions d'hébergement et de visa/ Invité)	Email
16 février	Diffusion du Programme sommaire	Email
Du 28 Février au 15 mars	Inscription au CIL (Livraison Fiche d'inscription)	Email
10 mars	Clôture des inscriptions / Diffusion du Programme provisoire	Email
Du 22 au 25 mars	Délivrance systématique des attestations de participation au CIL2025 à l'arrivée de chaque participant	Libreville
Du 26 au 28 mars	Délivrance systématique des attestations de communication au CIL2025 à la fin de chaque présentation	Libreville

IV.3 Frais d'inscription

- Praticiens et décideurs : 150 000 FCFA
- Enseignants chercheurs : 70.000 F CFA
- Doctorants et membres APCIL : 50.000 FCFA
- Master professionnel : 40.000 FCFA
- Master recherche : 40.000 FCFA
- Etudiants : 10 000 FCFA

L'inscription au colloque comprend :

- ✓ l'accueil à l'aéroport ;
- ✓ la participation à toutes les sessions du colloque ;
- ✓ les pauses café ;
- ✓ les déjeuners ;
- ✓ le repas de gala.

Pour les communicants, l'inscription au colloque et le règlement des frais d'inscription sont indispensables pour que les communications figurent dans le programme du colloque.

Dans le cas de communication avec plusieurs auteurs, l'inscription d'au moins un des auteurs est requise. Seuls les auteurs, effectivement inscrits au colloque et ayant réglé les frais d'inscription, pourront participer au colloque.

En cas de participation en mode Distanciel, seuls les communicants inscrits au colloque seront autorisés à présenter leur communication.

Comité d'organisation CIL2025

Président : Jean Paul MAMBOUNDOU, D.G. Institut Supérieur de Technologie ;
Vice-Président Pierre Daniel INDJENDJE NDALA, Directeur du LARSIG, IST (Gabon) ;
Hermine MATARI, UOB (Gabon) ; **Agnès Urielle MENGUE BIYOGHO,** IST (Gabon) ; **Chimène Jessica EKOME METEGHE,** IST (Gabon) ; **Fred Lionnel ABELOCKO LEKOULEMBISSA,** IST (Gabon) ; **Doris Elvire MATAMBA,** Ingénieur informatique Webmaster et DBA (Gabon) ; **Aimé MOUDJEGOU MOUSSAVOU,** UOB (Gabon) ;
Bertrand Dimitri NDOMBI BOUNDZANGA, UOB (Gabon) ; **Djeneric SAKA ALANDJI,** UOB (Gabon) ; **Bertin YANGA NGARY,** UOB (Gabon) ; **Fabrice Arnaud GUETSOP SATEU,** ESSEC (Cameroun) ; **NASSER HOURENATOU,** Université de N'GAOUNDERE (Cameroun) ; **Honorine ILLA,** Université Ouaga 2, (Burkina-Faso) ; **Marcellin NGOMO ONDO,** INSG (Gabon) ; **Trésor EKOM,** IST (Gabon) ; **Hugues MAGANGA,** LARSIG, IST (Gabon) ; **Simplice MASSALA,** LARSIG, IST (Gabon) ; **Alain-Denis EKOME TOUNG,** INSG (Gabon), **Adriana MEKUI COUTINHO,** LARSIG, IST (Gabon), LARSIG, IST (Gabon), **Christiane WORA,** Régisseur, LARSIG (Gabon).

Comité scientifique

Bruno AMANN, Mohamed BAYAD, Haoua BADINI KONE, Adda BENSLIMANE, Mathieu CABROL, Emmanuelle CARGNELLO-CHARLES, Jean Marie COURRENT, Alain DESREUMAUX, Birahim GUEYE, Pierre Daniel INDJENDJE NDALA, Jacques JAUSSAUD, Pierre-André JULIEN, Emmanuel KAMDEM, Zino KHELFAOUI, Jean Paul MAMBOUNDOU, Alain Charles MARTINET, Bachir MAZOUZ, Sabine Patricia MOUNGOU MBENDA, Jean MOUSSAVOU, Emmanuel MOUSSONE, Joanna Grace OMBOUMA Ep. ONDO ONDO, Gwenaëlle ORUEZABALA, Yvon PESQUEUX, Catherine PEYROUX, Jean-Michel PLANE, Jean-Michel SAHUT, Bertrand SOGBOSSI BOCCO, Marie Thérèse UM NGOUEM.

Coordonnateur Général du CIL : Simon Joseph G. PETER
Coordonnateur adjoint : Agnès Urielle MENGUE BIYOGHO

Les communications acceptées et assorties de la présence au Colloque
seront créditées de 12 CECT / 12 ECTS
La participation au programme doctoral sera créditée de 4 CECT / 4 ECTS

Indications bibliographiques

Bourg D. & Papaux A. (dir.), Dictionnaire de la pensée écologique, Article 'Transition', 2015.

Girard, S., & Landel, P. A. (2023). Du développement durable à la transition écologique : gouverner le changement territorial. Le cas des intercommunalités de la vallée de la Drôme. *Géographie, économie, société*, 25(2), 293-322.